

RENAUD PAYRE

CHRONIQUES

DÉCEMBRE 2021 - AVRIL 2022

D'UN
MONDE
POSSIBLE

LA MANUFACTURE DE LA CITÉ ÉDITIONS

P RÉAMBULE

Le véritable progrès ne se décrète pas, il ne se scande pas ; il se construit.

Il se construira au sein d'une gauche sociale et écologiste quand celle-ci saisira fermement l'arme de l'union, plus féconde que querelleuse, pour combattre les défis innombrables qui plombent et surplombent aujourd'hui et demain.

En dresser la liste est une gageure et un crève-coeur pour tous ceux qui sont habités par un sens indéfectible de la justice, du bien commun et de l'intérêt général. Nous avons pour idéologie, comme le disait Duras : « la conscience permanente de l'inadmissible ». Abandonner politiquement cette conscience à des vents contraires nous rendrait complice de ce que nous dénonçons.

De l'acte éducatif, moteur vital de la cohésion de la Nation et de l'émancipation collective, il faut impérieusement repenser son architecture mais aussi le valoriser par tous les moyens disponibles.

De l'invisibilisation au travail et la perte de sens dont l'ubérisation est un exemple criant et marquée par des conditions de travail sans cesse dégradées, des inégalités salariales qui s'empilent à une ribambelle d'autres inégalités en affaiblissant sans cesse le lien social ; il faut totalement renouveler la pensée autour du travail ; qu'il redevienne lui aussi facteur d'émancipation et non de simple sujétion.

Du pouvoir d'habiter, premier marqueur d'inégalité qui s'observe dans la territorialité des habitats selon la représentation sociale ; un plan d'envergure s'impose reposant sur la construction, le transport et les services.

Du retour des femmes en 1ères lignes, celles dont le nombre de précaires ne cesse d'augmenter et qui ont été, notamment durant la crise sanitaire, les premières de corvée du soin et de l'urgence, les avons-nous assez applaudi ces femmes dont la part de celles qui travaillent et qui sont sous le seuil de pauvreté a augmenté de 50% ? Une réforme des bas salaires sans oublier le logement et la mobilité ; les valeurs progressistes et égalitaires encore !

Le chantier titanique de la transition écologique ne peut pas laisser les plus modestes sur le bord du chemin, des investissements colossaux doivent être engagés et les risques partagés, individuellement, collectivement et solidairement.

Le panorama, très loin d'être exhaustif, est suffisamment large pour espérer voir émerger un nouveau pacte social.

C'est debout, côte à côte et soudé.e.s que nous pourrons alors reprogrammer l'impossible...

1 Le refus de la fragmentation

CHRONIQUES D'UN MONDE POSSIBLE

La France est plus fragmentée que jamais. Les citoyens et citoyennes ont été montés les uns contre les autres alors que les inégalités n'ont jamais été aussi fortes. Le président sortant a une grande responsabilité en la matière. Les forces de gauche et de l'écologie en auront une également si elles se perdent dans des débats qui ne sont pas les leurs alors que l'urgence est de proposer des politiques publiques synonymes d'un nouveau pacte social.

Le quinquennat d'Emmanuel Macron a accru fortement la fragmentation de notre pays. Certains d'entre vous diront que ce n'est pas nouveau. Certes mais ce n'est pas une excuse ! Il est vrai que, depuis plus de deux siècles, la France prône l'égalité des citoyens tout en se heurtant à la question fondamentale de leur interdépendance. Comment créer du lien entre des citoyens et des citoyennes supposés égaux voire équivalents ? Telle est finalement la préoccupation majeure de la République. Cette interdépendance est même la responsabilité première de l'homme ou de la femme qui aspire à présider notre République. Les Françaises et les Français sont aujourd'hui plus divisés que jamais dans un contexte où les inégalités atteignent dans notre pays un niveau élevé. Elles avaient fortement baissé dans notre pays entre la Première Guerre mondiale et le milieu des années 1980, elles ne cessent de s'accroître depuis. Vous trouverez toujours des démagogues qui dissimulent ces inégalités, la paupérisation des classes populaires, l'appauvrissement d'une partie des classes moyennes, en les diluant dans des oppositions culturelles, en rejetant l'autre ou encore en inventant des ennemis. La fragmentation est la réponse facile et odieuse à l'absence d'action contre les inégalités.

Le président sortant n'a pas su ou voulu faire face à cette fragmentation. Il en a même joué et n'a cessé de brouiller les repères. Il s'est posé comme l'homme du dépassement politique tout en étant celui du clivage social. Il a nié les différences politiques au nom d'une supposée unanimité. L'unanimité n'est pas l'unité. La solidité du lien repose sur le respect de la différence, de la controverse, du débat. Ajoutez à cela du mépris de classe, une volonté d'avoir toujours raison et vous vous retrouvez face au bilan que nous connaissons. D'abord la dévitalisation des forces politiques, de gauche comme de droite. Et ensuite la multiplication de mouvements de rue, de manifestations comme tout le pays a pu le constater samedi après samedi depuis l'hiver 2018.

Il faut donc choisir son camp : soit amplifier la fragmentation en misant sur le réveil des réactionnaires, soit la stopper net. La stopper peut et doit être le socle commun de la gauche et de l'écologie. Les discours seront importants mais ils ne suffiront pas. Cela ne peut passer que par des actions et un programme. La France a une histoire. Cette histoire - contrairement aux propos hasardeux de marabouts de la politique, d'apprentis sorciers de la chose publique - n'est pas celle d'une quelconque identité multiséculaire ou d'une unité culturelle. Cette histoire est née avec la Révolution. Depuis deux siècles, c'est l'Etat qui est le moteur de la cohésion de la société dans notre pays. Comment ? Par une action publique intégratrice, par des équipements publics dans nos territoires, par de réelles politiques d'émancipation. En un mot un nouveau pacte social. Ne nous perdons pas dans des débats qui n'ont jamais été les nôtres, dans l'attente d'un homme ou d'une femme providentielle. Oui, une primaire populaire est plus que jamais nécessaire, si elle s'accompagne d'un contrat pour les élections législatives. Rien ne nous empêche de travailler dès maintenant à une coalition autour d'engagements communs. Ces engagements doivent avant tout concerner un nouveau plan d'investissements et de services publics ainsi qu'une prise en charge collective et inédite des risques de la transition écologique pour que les classes populaires et moyennes ne soient pas laissées sur le bord du chemin. Ce pacte est au centre des prochaines chroniques d'un monde possible que je vous propose de suivre dans les semaines à venir.

Décembre 2021

2 Le pouvoir de l'union

CHRONIQUES D'UN MONDE POSSIBLE

Les forces de gauche et de l'écologie sont menacées comme jamais de disparition en France. L'union est la seule issue ; elle n'est possible qu'à travers un projet mobilisateur répondant aux enjeux de la transition et reposant sur un plan d'équipement des territoires et un nouveau système de protection sociale et écologique.

Pour les partis de la gauche et de l'écologie engagés dans l'élection présidentielle, la règle devient simple : s'unir ou disparaître. La confiance réciproque n'est toujours pas de mise et les voilà confrontés au dilemme du prisonnier : les protagonistes qui auraient intérêt à coopérer ne le font pas et choisissent individuellement un résultat moins favorable que groupés. Pourtant notre électorat n'attend que cela, l'union. Il se désespère une nouvelle fois de voir ces candidats se perdre dans une compétition qui n'est pas la leur. Alors on pourrait entretenir le rêve d'une réforme institutionnelle d'envergure. Mais ne serait-il pas déjà possible, dans le cadre actuel, de proposer une coalition gouvernementale impulsée par un candidat ou une candidate issue d'une primaire commune ? Nous entendons certains responsables de partis dire que le moment n'est pas à cette discussion, que nous avons trop de différences, qu'il sera bien temps de nous retrouver pour les législatives. Ce sont les fables d'une gauche et d'une écologie qui ont peur. Une de ces peurs qui pétrifient et conduisent inéluctablement à la défaite, oubliant que le débat de la présidentielle a toujours un effet sur les résultats des législatives.

L'union ne vaut que si elle repose sur un projet mobilisateur. Il est à portée de main. La preuve : nous agissons ensemble dans des collectivités. De grandes villes françaises ont engagé des programmes volontaristes mêlant revenu solidarité jeunesse, encadrement des loyers, régies publiques de l'eau, politiques d'hospitalité, lutte contre la précarité énergétique ou défense de nouvelles mobilités. Quelques centaines de jours de mandat et déjà l'amélioration du quotidien et, à travers elle, un premier pas vers la réhabilitation du politique. Ce ne serait pas possible au niveau national ? Position intenable dans un contexte pourtant propice. Je pense bien sûr au combat des valeurs face à une extrême droite qui se veut conquérante. Je pense aussi à une politique de relance relégitimée ces derniers mois mais dans un objectif très court-termiste. Or, c'est bien cela le cœur de notre projet commun

: œuvrer à une relance pour toutes et tous afin de lutter contre les principales inégalités. Nous le pouvons par la revalorisation des revenus du travail, l'équipement des territoires avec un engagement fort en faveur d'un meilleur accès à la santé comme d'une nouvelle desserte ferroviaire du pays, par la réhabilitation de l'acte d'éduquer et du projet éducatif de la maternelle à l'enseignement supérieur. Nous devons défendre un plan d'investissements à dix ans, un effort solidaire à même de financer réellement la transition écologique. Le défi auquel nous sommes confrontés est celui d'une transition qui, si nous n'agissons pas, laissera les classes populaires et moyennes sur le bord du chemin. Ce risque collectif appelle nécessairement un nouveau financement et un nouveau système de protection sociale et écologique. La principale force de l'union est de porter un projet, une voix. Nous ne pouvons nous permettre de passer à côté de l'union et d'un tel dessein.

Décembre 2021

3 Le pouvoir d'habiter

CHRONIQUES D'UN MONDE POSSIBLE

Les politiques de l'habitat ont été délaissées ces dernières années. Pourtant l'habitat, qui ne se réduit pas au seul logement, nécessite un investissement public sans précédent tant il fait sens en termes sociaux, écologiques et économiques.

Depuis longtemps, la politique de l'habitat a quitté les agendas politiques des majorités successives comme celui des revendications des oppositions. Bien-sûr des politiques du logement ont été et sont menées. Mais l'enjeu est tout autre : habiter n'est pas seulement se loger. Habiter c'est vivre dans un lieu, y côtoyer des amis, des connaissances, fréquenter des commerces, des services, les premiers maillons de la vie collective. C'est dire la nécessité pour la gauche et l'écologie de se ré-emparer de cette question majeure.

Le pouvoir d'habiter est le premier marqueur des inégalités dans notre pays.

Je pense à l'écart entre celles et ceux qui par héritage ou transmission, beaucoup plus rarement par les fruits de leur travail, choisissent leur lieu d'habitat, et celles et ceux qui se logent à des dizaines de kilomètres de l'endroit où elles et ils souhaiteraient le faire. Entre celles et ceux qui accèdent à la propriété, source majeure d'enrichissement, et celles et ceux qui louent tout en s'appauvrissant. Entre celles et ceux qui bénéficient d'une vaste surface habitable, et celles et ceux qui doivent cohabiter dans un logement exigü. Entre celles et ceux qui peuvent avoir du temps libre et de loisirs à proximité de chez eux et celles et ceux qui passent une partie de leur temps dans les trajets domicile- travail.

L'habitat est central dans l'amélioration de notre qualité de vie. Il a été et sera l'un des moteurs de la protestation. Il planait sur les occupations de ronds-points par des hommes et des femmes n'ayant d'autres solutions que d'utiliser leur voiture pour vivre. Un plan pour l'habitat est nécessaire et devrait être le socle d'un programme de gauche et écologiste. Il pourrait d'abord reposer sur une construction de logements abordables : hisser la part de logement social bien au-delà des 25%, puisque 70% de la population peut y prétendre ; développer une propriété abordable dissociée du prix du sol qui ne cesse d'augmenter. Mais cela ne suffira pas. Il faut un plan ferroviaire relançant les lignes secondaires et

locales. Une gare à 20 minutes de chez soi conduirait les Françaises et des Français à choisir autrement leur lieu d'habitat. Cela suppose aussi un engagement pour doter tous les territoires de services et de commerces de proximité.

Il s'agit donc d'un vrai programme de relance. Par les grands travaux initiés et le développement de nouvelles activités dans les quartiers, les bourgs et les villages, il présente un intérêt économique. Sa vertu écologique, en développant des lignes de transports collectifs, n'est pas à démontrer, pas plus que son enjeu social, en permettant à chacun et chacune de trouver ou retrouver une meilleure qualité de vie. Un engagement politique fort rendant aux Françaises et Français le pouvoir d'habiter.

Janvier 2022

L'invisibilisation du travail

CHRONIQUES D'UN MONDE POSSIBLE

Le travail a été invisibilisé dans notre société : les revenus qui en sont issus ont été dévalorisés, les conditions de travail se sont détériorées. D'où la nécessité actuelle de remettre le travail, porteur de lien social et d'émancipation, au centre des propositions de la gauche et de l'écologie.

Le travail a perdu une grande partie de sa force émancipatrice et sociale. Redonner sa place au travail dans notre société signifie bien sûr promouvoir une augmentation des revenus, mais également réinterroger les conditions du travail comme ce qu'il apporte à la cohésion sociale. Car rappelons-nous que le travail salarié a accompagné le progrès social, réduit certaines difficultés dans la vie des travailleurs et travailleuses. Pourtant ses capacités à assurer un revenu décent stable et à socialiser ont fortement décliné depuis quelques décennies.

Les inégalités qui avaient fortement baissé dans notre pays entre la Première Guerre mondiale et le milieu des années 1980 ne cessent de s'accroître depuis. Les revenus du travail ne permettent plus une réelle mobilité sociale : même en travaillant toute sa vie, tout ce qui sera gagné par le travail ne permettra pas d'offrir à ses enfants une situation meilleure. Ne nous contentons pas de parler de l'augmentation du SMIC : ce sont l'ensemble des bas salaires et des conditions liées (temps partiel imposé, amplitude horaire,...) qui doivent être améliorés. Il faut donc que le prochain gouvernement engage, avec les représentants de tous les salariés et de tous les employeurs, une concertation nationale sur les bas revenus concernant les travailleurs pauvres comme les travailleurs modestes.

Le lien social apporté par le travail est aujourd'hui fragilisé. Le lieu de travail a longtemps été le cadre d'échanges, de relations amicales, de loisirs, pour soi ou pour sa famille. C'est également dans ce cadre que les risques sociaux sont pris en charge, que la défense des intérêts collectifs se structure et obtient des avancées.

Ceci est en partie balayé par l'ubérisation de certains secteurs d'activité, où une régulation beaucoup plus forte est nécessaire, comme par le développement du télétravail. Ce dernier peut être un atout pour nos territoires, pour la nécessaire transition écologique, en réduisant les déplacements. Mais ce progrès

ne doit pas davantage isoler les salariés, ni défavoriser encore plus celles et ceux qui n'ont pas d'espace dans leur habitation pour télétravailler. Il faut réinventer des formes de travail tout en maintenant des espaces collectifs. Comme dans les années 1950, quand le patronat a été mis à contribution de l'effort de construction avec la création du 1% logement, créons un prélèvement employeur alimentant un fonds à destination des collectivités qui organiseront dans les quartiers, les bourgs ou les villages des espaces communs de travail à distance, favorisant ainsi une vie partagée. Une manière de développer tous les territoires, d'allier lien social et télétravail, de stopper le transfert d'une partie des coûts sur les familles et les salariés.

Redonner une place centrale au travail dans notre société comme dans nos propositions, tel est le chantier que la gauche et l'écologie doivent ouvrir ensemble. Car le travail est le levier d'une cause commune majeure pour nous : l'émancipation.

Février 2022

5 Ensemble, refaire la ville

CHRONIQUES D'UN MONDE POSSIBLE

La politique de la ville a trop longtemps consisté à penser les quartiers populaires sous l'angle de l'exception, sans prise en compte réelle des demandes des habitants ni de leur accès aux mêmes opportunités et possibilités

Notre politique de la ville repose sur la mixité sociale, notion floue désignant souvent une injonction à faire venir dans les quartiers populaires des personnes issues de catégories sociales plus élevées. Il existe un consensus mou sur la pertinence de la mixité sociale, cela devrait attirer notre attention, de même que les usages antagonistes de ce terme : appel à la venue de classes moyennes dans les quartiers populaires d'une part, opposition à toute forme de construction volontariste et accélérée de logements très sociaux, pointant le risque d'une trop forte concentration, d'autre part. Mais surtout, cela exclut la prise en compte des principales demandes des habitants : l'amélioration de leur quotidien, de leur quartier, leur aspiration à vivre dans un logement plus confortable, plus grand et de meilleure qualité.

Au-delà des discours, la mixité sociale s'est accompagnée de travaux colossaux de renouvellement urbain, sans parvenir à proposer des solutions adaptées à chaque territoire. Car il a trop souvent été synonyme uniquement de démolitions, au nom d'une prétendue meilleure attractivité via de nouvelles constructions et la diversification des types de logements. Combien de familles ont dû être relogées, quitter leur quartier ou leur commune contre leur volonté ? Les réhabilitations d'envergure améliorant le quotidien, le volume et la qualité des logements ont trop longtemps été oubliées. C'est une ineptie écologique, économique et sociale.

Cette politique à destination des quartiers populaires ne doit plus être pensée comme une politique d'exception. Il ne s'agit pas de les prioriser mais simplement d'appliquer un principe d'égalité. Encore aujourd'hui, les quartiers populaires ne bénéficient pas des mêmes ressources que les quartiers centraux, notamment en termes de dessertes de transports et de commerces, ni du même niveau de service public, poussant les personnes qui y vivent vers un repli subi et une forme d'insécurité. Notre volontarisme doit donc nous porter vers une politique d'équipement et de développement réellement équitables, pour

donner aux habitants de ces quartiers les mêmes possibilités et opportunités. Cela signifie donc des financements publics plus importants, bien au-delà de ceux des seuls budgets affectés à la politique de la ville, tant que cela est nécessaire. Un engagement politique de gauche et écologiste fort, juste, pour redonner à tous et toutes, dans tous les quartiers, le même droit à la ville.

Février 2022

6 L'acte d'éducation

CHRONIQUES D'UN MONDE POSSIBLE

L'éducation mérite une réforme visant à un recrutement ambitieux et à une revalorisation profonde des salaires. Mais cela ne suffira pas : c'est l'acte éducatif qui doit être replacé au centre de notre société.

L'éducation est l'un des enjeux majeurs de notre société. Nous ne pouvons qu'être préoccupés de la nette dévalorisation, en une génération, des conditions des métiers de l'enseignement. Il convient aussi d'agir vite pour reconsidérer des carrières qui dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur ne correspondent en aucun cas aux situations des autres pays européens. Le temps est venu d'une politique structurelle capable sur une période de 5 ans d'engager une réévaluation des salaires, un vaste recrutement à tous les niveaux de l'enseignement ainsi que des mesures fortes contre l'évitement d'établissements publics.

Cela ne suffira toutefois pas. Nous ne pouvons attendre des drames comme l'assassinat de Samuel Paty pour nous souvenir que la cohésion de notre nation repose en partie sur des enseignantes et enseignants investis. Il faut donc parler de l'acte d'éducation et de la vocation qui lui est associée. En parler en rappelant que l'éducation est là pour éveiller, donner les clefs de compréhension du monde contemporain et de ses défis, pour émanciper, c'est-à-dire donner à chacun et chacune les outils contre toute forme de domination, d'oppression et d'asservissement. Ces formes nous les connaissons bien. D'une part, l'individualisation poussée à l'extrême par un marché de consommation débridée ; de l'autre, l'accès biaisé à une masse d'informations qui nécessitent une pédagogie pour être intégrées et discutées ; et par-dessus tout, la transition écologique, inéluctable, et les changements de comportements majeurs qu'elle implique. Au cœur de ces défis figurent l'éducation et sa capacité à valoriser le collectif en renforçant l'apport de chacun et chacune face aux transformations de la société. Pourtant, il faut le reconnaître, notre système s'est pour l'instant plus construit autour d'une capacité à classer, à sanctionner, qu'à favoriser une valorisation de soi, élément incontournable de la transmission de valeurs. C'est tout l'enjeu de la promotion de l'acte d'éducation de la maternelle à l'enseignement supérieur.

Alors rêvons d'une éducation qui élève plus qu'elle ne sanctionne. Cet objectif

est évidemment lié aux moyens mis en œuvre, mais aussi à l'architecture de notre système éducatif. Faire émerger des talents suppose que l'ensemble des filières d'activités soient traitées à parts égales au cours du parcours scolaire. Les hommes et les femmes qui sont formés aujourd'hui connaîtront probablement des dizaines de métiers, qui leur seront d'autant plus accessibles que l'éducation aura œuvré à leur transmettre des valeurs et une capacité d'adaptation. En un mot qu'elle aura formé des citoyennes et des citoyens émancipés.

Février 2022

7 En première ligne...les femmes!

CHRONIQUES D'UN MONDE POSSIBLE

La crise sanitaire a révélé l'importance du travail des femmes, comme la précarité et la pauvreté dans laquelle nombre d'entre elles se trouvent. Cette situation doit changer.

Si les inégalités n'ont cessé de progresser depuis 30 ans, la crise sanitaire a été très révélatrice de cette régression et constitue une alerte pour agir. Cette action doit prioritairement concerner la situation économique des femmes. Elles ont joué un rôle majeur lors de cette crise dans les emplois de première ligne qu'occupent les soignantes ou les auxiliaires de vie, comme les travailleuses des métiers de l'hygiène et de la propreté sans lesquelles nous n'aurions jamais tenu. Rappelons aussi que les deuxièmes lignes sont également très féminines, par exemple dans le commerce et la grande distribution. Quand nous applaudissions aux fenêtres de nos immeubles, c'était aux femmes que nous rendions hommage... sans malheureusement le dire.

Les emplois dans ces secteurs très féminisés, où la pénibilité du travail est fréquente et la représentation syndicale souvent absente, sont non seulement peu ou mal rémunérés, mais surtout ils imposent aux femmes des conditions qui conduisent majoritairement à la précarité : temps partiel contraint, fortes amplitudes horaires, travail en horaires décalés... La précarité et la pauvreté sont davantage féminines que masculines : deux tiers des personnes au SMIC sont des femmes ; en 10 ans, la part des femmes travaillant tout en restant en dessous du seuil de pauvreté a augmenté de près de 50 %. A cause de cela se crée une spirale infernale, notamment pour les familles monoparentales, composées à 85% d'une mère et de ses enfants : l'impossibilité à se loger dans les cœurs des villes et près des zones d'activité, des temps de trajets toujours plus longs et la nécessité d'utiliser des transports en commun loin d'être adaptés à leurs conditions de travail.

La pauvreté dans notre pays, comme partout dans le monde, est féminine ; une politique de gauche doit nécessairement prendre cela en compte pour changer notre société. Au-delà d'une approche volontariste l'intégrant dans des politiques majeures telles que celles du logement ou de la mobilité, il convient d'engager une grande conférence sur la réforme des bas et très bas salaires, où la représentation devra être paritaire et tenir compte des spécificités du travail

des femmes. Si le temps n'est plus à la promesse de l'égalité femmes-hommes comme grande cause du quinquennat qui se termine, il n'est pas possible d'attendre 2027 pour agir. Agir contre le temps partiel contraint. Agir contre les fortes amplitudes horaires imposées. Agir contre la possibilité d'un revenu, dans la réalité, - inférieur au SMIC. Seules les forces de gauche et de l'écologie sont en mesure de porter un projet politique de cette ampleur, en phase avec leurs valeurs progressistes et égalitaires.

Mars 2022

8 La sécurité n'est pas qu'un mot

CHRONIQUES D'UN MONDE POSSIBLE

Redonner confiance aux citoyens dans leurs institutions passe par une politique de sécurité. L'aborder sous le seul angle de l'ordre public ne suffira pas.

Une grande partie de la gauche et de l'écologie est la cible de la même critique depuis des années, voire des décennies : leurs élus et élues seraient incapables de mettre en œuvre des politiques de sécurité. Ce serait même leur discours sur la sécurité qui serait marqué par l'ambiguïté. La critique n'est pas dénuée de fond et nous appelle à clarifier notre position au sein d'un nouveau projet de société de la gauche et de l'écologie. Le faire nécessite de distinguer la sécurité des citoyens et des citoyennes - qui suppose la mobilisation de nombreuses politiques publiques - du maintien de l'ordre public.

Sans aucun doute, le maintien de l'ordre est la garantie de l'exercice des libertés et de la cohésion de la société. A ce titre, il convient de tout mettre en œuvre pour l'assurer. C'est d'abord l'Etat qui doit accroître les moyens dédiés à la police nationale ; les polices municipales ne peuvent être que des soutiens. Il faut rappeler avec force que, sans maintien de l'ordre exemplaire, la confiance dans les institutions continuera de décliner. Il convient aussi de rappeler la nécessité d'adapter davantage la formation des agents aux transformations de la société, à l'évolution des violences. Comme il faut revoir à la hausse leur salaire tant il est difficile aujourd'hui de recruter et de rendre attractifs ces métiers.

La solution à privilégier est celle du renforcement de la présence humaine dans les quartiers les plus sensibles. La création d'une police de proximité, en lien avec les différents services sociaux publics, constituerait un choix majeur. Elle devrait être accompagnée par la création de nouveaux et nombreux postes de médiateurs et d'agents de prévention. L'enjeu est notamment d'éviter le « décrochage » des jeunes et des très jeunes - aujourd'hui à partir d'environ 10 ans - vers toutes les activités illicites qui minent une partie de nos quartiers. Cette présence humaine pourrait être également renforcée par la présence des services publics au cœur de l'espace public, par une politique beaucoup plus volontariste d'ouverture de locaux d'activité et de commerce.

Le maintien de l'ordre est une condition nécessaire à une réelle sécurité, il est

loin d'être suffisant. Qui pourrait croire que cela seul transformera durablement notre société ? Les incivilités et les violences sont des alertes. Des alertes sur la perte de repères, de perspectives, sur l'absence d'issues pour une partie grandissante de la population. Ils et elles ne pensent pas que nos institutions et notre République les protègent. Voilà le défi que nous devons relever toutes et tous, ensemble : redonner une sécurité pleine et entière à chacun et chacune. Cela passe par des politiques de long terme à la fois d'éducation, d'insertion, de lutte contre la pauvreté et la précarité, d'accès de toutes et tous à des services de proximité essentiels comme ceux de la santé, d'égalité des territoires et des quartiers. Un engagement politique et un plan d'investissement à 10 ans que la gauche et l'écologie doivent défendre ensemble.

La sécurité ne peut souffrir d'une définition restrictive. La sécurité c'est la confiance retrouvée, c'est la garantie donnée à chacune et à chacun, en toutes circonstances, de pouvoir vivre dignement, se réaliser et s'émanciper.

Mars 2022

Q La solidarité écologique

CHRONIQUES D'UN MONDE POSSIBLE

Comment éviter que la transition écologique ne se transforme en crise sociale majeure ? En pensant la création et le financement d'une sécurité sociale et écologique

Nous sommes face à un défi de la même ampleur que celui connu face à l'industrialisation il y a près de deux siècles. Elle avait alors transformé les modes de vie. Tout en apportant un progrès inédit, elle avait produit une paupérisation profonde contre laquelle il avait fallu inventer une nouvelle vision. Des décennies ont été nécessaires pour faire comprendre que la société du salariat portait en elle les solutions. Pour cela, il fallait cesser de penser la vieillesse, la maladie, les accidents du travail, la perte d'emploi comme des aléas de la vie que la seule responsabilité individuelle devait assumer. Ce sont devenus des risques supportés par la collectivité, par les employeurs et les salariés. De la même manière, le dérèglement climatique ne peut plus être vu comme un mirage venu de l'extérieur et s'abattant sur nous. Les humains en sont la cause et la responsabilité est collective. Il doit être envisagé comme un risque. Un risque en partie couvert par l'ensemble de nos activités et donc par les cotisations de toutes et tous, amenant une solidarité de fait tout en incluant une contribution majorée des entreprises les plus polluantes.

Nous devons toutes et tous durablement nous engager dans une transition pour laquelle un nouveau financement pérenne, solidaire et mobilisateur est nécessaire. Une transition écologique excluant une partie de la population, notamment les plus modestes qui sont et seront les plus impactés par le dérèglement climatique, donnerait lieu à une crise sociale d'une violence jamais égalée. Les besoins nous les connaissons. Il faut y répondre par un plan d'investissement solidaire, accompagnant en particulier celles et ceux, invisibles de la transition écologique, qui sont laissés de côté, parfois même pointés du doigt, alors qu'on leur impose des normes et des impératifs sans proposer de moyens.

Les années à venir nécessitent donc des investissements sans précédent. Ils concernent nos mobilités, avec un plan ferroviaire rétablissant les lignes secondaires et maillant l'ensemble des territoires, comme un accompagnement fort des plus modestes dans l'achat d'un véhicule quand aucune autre solution

n'existe. Ils incluent également nos logements dont nous ne réduirons les consommations énergétiques qu'avec un programme de réhabilitation ambitieux. L'alimentation ne peut non plus être laissée de côté, d'où la nécessité de réduire les TVA sur un certain nombre de biens issus de l'agriculture biologique, des circuits courts et locaux. Grâce à ces choix, de nombreuses activités économiques trouveront une nouvelle dynamique.

Nous pourrons faire face aux dépenses majeures d'une transition écologique dans la justice sociale si nous inventons de nouvelles formes de prise en charge collective et solidaire. Une protection sociale et écologique que nous devons construire sans plus tarder.

Mars 2022

10 Un nouveau pacte social

CHRONIQUES D'UN MONDE POSSIBLE

La fragmentation et les inégalités sont à un niveau jamais connu en France. Seul un nouveau contrat social proposé ensemble par les forces de gauche et écologistes peut y mettre fin.

Nous avons débuté ces chroniques par un constat : notre société est fragmentée et inégalitaire comme jamais, alors que la gauche et l'écologie sont actuellement dans l'incapacité à se faire entendre ensemble. Sans céder au pessimisme et à la désespérance, nous devons mesurer l'engagement qui doit être le nôtre. Les évolutions de notre société - transformation des modes de travail dont l'ubérisation, société de l'ultra-consommation, individualisation, isolement croissant des plus précaires - sont le résultat de choix politiques et d'une politique libérale, contraires à l'émergence d'un projet collectif mobilisateur.

Pourtant, il est plus qu'urgent d'engager un tel projet répondant aux enjeux de la transition, reposant sur un nouveau système de protection sociale et écologique et un plan d'investissement public dans les territoires. Il y a bien un clivage droite/ gauche face aux enjeux de notre société contemporaine que sont l'impossibilité de nombreuses familles à vivre dignement de leur travail, à se loger, à se déplacer. Les libéraux nous diront qu'il existe des « boucliers » pour protéger très provisoirement celles et ceux qui n'y arrivent plus, avant de laisser le marché de nouveau s'auto-réguler. Cette voie a échoué, nous le constatons tous les jours. Face à elle, il faut une politique structurelle, une politique durable et inédite de redistribution, tout en proposant une nouvelle cohésion sociale. Les chantiers sont nombreux : redonner le pouvoir d'habiter, assurer les principes d'égalité entre les quartiers de nos villes comme entre les communes, développer une politique de mobilité, garantir des revenus du travail décents. Il y a deux caps à tenir. Le premier est l'égalité : égalité entre les femmes et les hommes, entre les différentes catégories sociales, entre les différents quartiers, notamment dans l'accès aux services publics. Mais l'égalité n'est rien sans l'émancipation. Tout ne viendra pas des pouvoirs publics, d'en haut, comme cela a été trop souvent le cas dans notre pays. Redonner aux territoires et aux corps intermédiaires une capacité d'action et de mobilisation est un levier essentiel d'un nouveau pacte social.

Certains diront que cela a un air de déjà vu, celui des défis que la gauche a dû surmonter il y a plus de cinquante ans. En réalité, les défis d'aujourd'hui sont ceux d'une société beaucoup plus inégalitaire et fragmentée. Ils sont ceux d'une société engagée dans une transition écologique qui exclut encore souvent une partie de la population. Malgré les vents contraires, la gauche et l'écologie, à travers une coalition de groupes politiques et de mouvements associatifs, ont une opportunité historique : construire un projet mobilisateur et juste. Car la transition écologique sans la question sociale n'apportera que le chaos.

Avril 2022

CONCLUSION

LE MONDE POSSIBLE

L'élection présidentielle d'avril 2022 a révélé la fragmentation de notre pays. La France des centres-villes, des métropoles riches, est nettement éloignée non seulement des territoires ruraux et péri-urbains mais également des périphéries et des quartiers populaires. Dans ces quartiers, la gauche a pu regagner des soutiens tout en ne parvenant pas à convaincre la majorité des électeurs et électrices. Cette France est paralysée si les forces de gauche et de l'écologie, politiques, associatives, syndicales, ne parviennent pas rapidement à proposer un projet mobilisateur. Cela concerne notre vision de notre modèle économique futur, notre projet pour l'éducation, notre conception de l'organisation des territoires, la revalorisation du travail et bien sûr la transition écologique. Ce projet doit porter en lui, en son cœur, la question sociale. Nous n'arriverons pas à changer de société à partir d'une conception de la société, en particulier de l'écologie, ne parlant qu'à une partie de la population, ne s'adressant pas à toutes et tous. Les transitions auxquelles nous sommes et allons être confrontés sont une opportunité tant économique que sociale à condition qu'un choix fort soit fait, celui du collectif, donnant sa place à toutes et tous.

A MANUFACTURE DE LA CITÉ

La Manufacture de la Cité est une plateforme d'échanges, de rencontres, de débat et de constructions de projets politiques de gauche. Elle s'engage en faveur d'une Europe fédérale et protectrice, mais également sur la capacité d'action et de développement de l'ensemble des territoires véritables foyers de la citoyenneté moderne.

La Manufacture de la Cité a vocation à être un Tiers-Lieu politique au sein duquel les membres concevront, de manière collective, des projets de territoires impliquant les citoyens et anticipant les évolutions de sociétés tout en développant une forme "d'utopie pragmatique". À ce titre, le mouvement associera les savoirs universitaires, professionnels, citoyens et associatifs tout en construisant des partenariats avec les forces politiques de gauche.

La Manufacture de la Cité défend un pouvoir distribué plus qu'approprié. Il s'agit de rendre possible dans différents domaines les principes d'une coopération entre citoyens. Elle forge les principes d'une nouvelle pratique politique reposant sur le renouvellement des élus par le non-cumul des mandats en nombre et dans le temps.

La Manufacture de la Cité s'attachera à être une fabrique d'idées capable d'animer le débat au sein de l'espace public et de partager les connaissances de chacun en cherchant à allier réflexion, imagination et pragmatisme, réalisme pour imaginer d'autres possibles.

Un nouveau pacte social est nécessaire pour engager le pays, aujourd'hui fragmentée, dans des transitions écologiques, économiques et sociales. En dix chroniques, Renaud Payre propose des pistes pour construire un tel pacte. Une manière de faire apparaître le monde possible que l'écologie et la gauche pourraient engager.

– RENAUD PAYRE



Universitaire et vice-président de la Métropole de Lyon en charge de l'habitat, du logement et de la politique de la ville. Il a conduit les listes de la Gauche Unie aux élections métropolitaines de 2020.